

APPEL DU COLLECTIF D'AVOCATS DE BENHADID :

«Gaïd Salah doit gérer la situation»

L'état de santé du général Benhadid s'est détérioré de manière considérable dans la cellule où il est détenu depuis près de dix mois. Ses avocats craignent le pire pour leur client et appellent le chef d'état-major de l'armée à «réagir pour sauver un ancien compagnon d'une mort programmée».

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - M^e Mecheri tient tout d'abord à rappeler que Benhadid a été inculpé pour «atteinte au moral et à l'image de l'armée». Or, poursuit-il, «nous sommes certains que le ministère de la Défense n'a déposé aucune plainte dans ce sens». Selon l'avocat, le dossier du général n'est rien d'autre qu'une affaire de diffamation. «Benhadid a cité deux personnalités : le frère du président de la République, Saïd Bouteflika, et Gaïd Salah.

Les politiciens se sont immédiatement emparés de la situation et l'ont brandie comme une arme dans le cadre d'une lutte de clans. Dans le cas présent, ils l'ont utilisé contre Gaïd Salah, semble-t-il, puisque le MDN n'a déposé aucune plainte contre notre client. D'où provient-elle ? Quel est son objectif si ce n'est celui de régler des comptes à un haut niveau ? Du moment que nous sommes sûrs que le ministère de la Défense n'a engagé aucune action judiciaire, nous appelons Gaïd Salah à gérer cette situation et tirer Benhadid de cette affaire.»

Selon M^e Mecheri, le médecin de la prison d'El-Harrach, où le général est détenu depuis la fin du mois de septembre dernier, a détecté chez ce dernier une tumeur au niveau de la prostate. «Il y a près de deux mois, les autorités avaient transporté mon client à l'hôpital Mustapha où il a subi

des examens approfondis. Ils ont confirmé l'hernie discale mais n'ont pas repéré cette tumeur. Cela veut dire qu'elle s'est développée durant la période où il se trouvait en prison. Le médecin d'El-Harrach lui a fait savoir qu'il devait se faire opérer en urgence de la

prostate et entamer tout de suite après la chimio-thérapie et la radio-thérapie. C'est un traitement lourd et impossible à mener en prison, le laisser en prison dans de telles conditions est un homicide prémédité. Il faut le sauver et la seule personne en mesure d'agir aujourd'hui est le chef d'état-major.»

Le général Benhadid avait été incarcéré suite à une interview accordée à la radio Maghreb Emergent.

A. C.



Général Benhadid.

Photo : DR

APRÈS LES HOMMAGES RENDUS PAR GAÏD SALAH

Les «autres» corps des services de sécurité confortés

Quelques jours après que les patrons de la police et de la gendarmerie eurent été conviés pour la première fois à une réunion de la plus haute importance présidée par le président de la République, voilà le vice-ministre de la Défense qui, comme qui dirait, met ces deux corps des services de sécurité presque sur un pied d'égalité avec la toute-puissante ANP.

Fait extrêmement rare, pour ne pas dire jamais relevé, pour ne pas être remarqué. Après cette espèce d'exclusivité accordée depuis des années à l'ANP dans son discours pour souligner l'évolution positive de la situation sécuritaire à travers le pays, voilà donc le vice-ministre de la Défense qui inclut «les autres services de sécurité» dans ses louanges adressées à ses éléments lors de l'allocution prononcée samedi au siège du Commandement de la 6^e Région militaire, à Tamanrasset, suivie par visioconférence par les éléments de toutes les unités.

Une allocution à travers laquelle Ahmed Gaïd-Salah a exprimé la grande satisfaction du haut commandement de l'ANP concernant

le climat de sécurité qui prévaut dans le pays. «Au sein de l'ANP, digne héritière de l'ALN, et au sein des autres services de sécurité, nous exprimons notre indescriptible bonheur et grande satisfaction, quand nous voyons notre peuple, à travers tout le territoire national, vivant dans des conditions de sécurité stables, loin de tout danger ou péril (...) Alors saluons ces braves éléments de l'Armée nationale populaire, et tous leurs frères des autres corps sécuritaires, et félicitons-les de cet aboutissement», relevait, au tout début de son intervention, le chef d'état-major de l'ANP qui venait ainsi de donner une suite à ce haut fait, relevé la semaine dernière lors de la réunion restreinte convoquée

et présidée par Bouteflika mercredi dernier, que constituait la présence, pour la première fois, pour une réunion du genre, du général-major Abdelghani Hamel, le directeur général de la Sûreté nationale, et du premier responsable de la Gendarmerie nationale, Menad Nouba. L'implication de Hamel et de son alter ego de la gendarmerie avait suscité de nombreuses interrogations le lendemain, puisque du domaine de la sécurité, depuis toujours «l'exclusivité» était du côté de l'armée. Dès lors, l'on comprend que le discours de Gaïd-Salah, avant-hier à Tamanrasset, ne fasse qu'épaissir encore un peu plus ces questionnements sur les nouvelles bonnes grâces dont jouit la police lorsqu'il s'agit de débattre au plus haut lieu des questions de sécurité nationale et de ne plus confiner le même service de sécurité dans le simple rôle d'exécutant surtout que la situation sécuritaire n'est pas, il est vrai, très rassurante, comme le suggère cette multitude d'opérations aussi spectaculaires les unes que les autres et

qui, entre autres, ont permis, ces derniers mois, à l'armée à travers plusieurs contrées du pays de mettre la main sur de véritables arsenaux dont on ne sait quelles filières ils ont empruntées pour entrer sur des centaines de kilomètres dans le territoire national.

Les autorités du pays auraient-elles compris que la mobilisation de milliers de militaires notamment pour la surveillance des centaines de kilomètres du pourtour frontalier à l'est et au sud, d'une part, poursuivre le nettoyage des maquis au nord d'autre part, ne sont pas une affaire à mettre entre les mains d'une seule entité, l'armée en l'occurrence. L'immensité de la mission requiert la mobilisation de toutes les forces, ces «frères des autres corps sécuritaires», comme les a appelés Gaïd-Salah dans son discours de samedi dernier au Commandement de la 6^e Région militaire. Une allocution à travers laquelle on semble vouloir conforter les autres corps des services de sécurité dans un rôle autrement plus «valorisant».

M. Azedine

CONTRIBUTION

À propos de la nation : la construction de la mémoire collective

La grande faute commise dès l'indépendance a été d'ignorer l'importance de la construction de la mémoire collective nationale. Elle est restée en jachère pour être ensuite envahie par la mémoire collective religieuse laquelle, comme le rappelle le sociologue de la mémoire Maurice Halbwachs, «n'admet aucune autre mémoire».

La mémoire collective est l'élément essentiel de l'identité. Elle est liée à la construction nationale.

Elle est le pivot central de l'existence sociale et la seule manière de faire triompher l'esprit sur le néant et par là, d'établir la chaîne des générations. Elle participe de la construction de l'identité du citoyen. «La mémoire ne cherche à sauver le passé que pour servir au présent et à l'avenir» (Jacques Legoff).

Or, chez nous, il y a une multiplication

des mémoires (clanique, religieuse), une multiplication des témoignages où les témoins cherchent à légitimer leur propre vision du passé sans être soumis à la critique classique du témoignage.

Il me semble qu'il y a urgence à se réapproprier la mémoire nationale au-delà des fidélités et des mémoires particulières, de déterminer la matrice constitutive de l'espace politique nationale et de projeter une nouvelle vision de l'Algérie.

Dans ce processus de réappropriation, le rôle de l'historien est primordial. En effet, il lui appartient d'analyser la façon dont le passé n'a pas réussi à se cristalliser dans le présent. A la fonction critique, il convient d'allier une fonction civique et éthique dans une dialectique passé/présent ; le passé servant à éclairer l'action à entreprendre. L'historien participe à une mission de construction de la conscience nationale,

ainsi que de la construction de la mémoire collective, sinon des mythes fondateurs.

Mais également le rôle de la commémoration est essentiel, car la commémoration est le moyen de transmission d'un patrimoine qui implique l'idée de quelque chose qui nous a été transmis par ceux qui nous ont précédés, comme le dit l'historien Pierre Nora : «La commémoration c'est l'histoire de la mémoire nationale, de ses rites et de ses mythes.»

La commémoration est la reconnaissance d'une grandeur de ceux qui ont produit le patrimoine.

C'est une reconstruction du passé à travers les lieux qui sont constitués des symboles les plus divers, pour citer quelques-uns puisés dans notre histoire, à savoir :

- l'épopée de Massinissa et des rois numides ;
- les figures emblématiques durant la

Par Nourredine Benferhat

période romaine (saint Augustin et autres saints Apulée, etc.) ;

- les étapes glorieuses, quand bien même mythifiées depuis l'avènement de l'islam à la période ottomane ;
- de la résistance à l'occupation coloniale aux hauts faits de la guerre de Libération ;
- mémoriaux et hommages aux grandes figures de la nation ;
- célébration des batailles et des grands événements, particulièrement celui du 1^{er} Novembre.

Enfin, créer les conditions qui favorisent l'engouement pour le passé à travers :

- les livres d'histoire ;
 - les musées ;
 - les docufictions.
- Le terreau existe, il manque seulement la main verte.

N. B.